

<http://www.ujfp.org/spip.php?article3114>



Déclaration de Sortir du Colonialisme - 2 mars 2014

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : lundi 3 mars 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Depuis 6 ans, l'Association "Sortir du colonialisme" organise avec le soutien de dizaines d'organisations, une marche de clôture de la Semaine anticoloniale et antiraciste, déclarée en préfecture conformément à la législation.

Or cette année pour la première fois, la préfecture nous signifie le refus de notre parcours allant de République à Ménilmontant en passant par Belleville, au motif que des "casseurs" l'infiltreraient.

Nous tentons alors de négocier un 2nd parcours qui irait en direction de Barbès pour arriver devant l'église St Bernard, et nous nous heurtons à un second refus sous prétexte de trouble à l'ordre public.

Pour la première fois une interdiction nous a donc été notifiée
par la préfecture de police
qui veut par la pression
nous imposer
un rassemblement statique Place de la République.

Alors que nous nous apprêtons
malgré tout
à partir en manifestation pacifique, un déploiement policier hallucinant
et totalement disproportionné a bloqué le cortège, l'a empêché de quitter la place de la République, refoulé sur le terre plein central
pour l'encercler, interdisant toute possibilité de sortie de ce périmètre jusqu'à 17 heures. Une sorte de camp de rétention provisoire à ciel ouvert a donc retenu en otage des centaines de manifestant-e-s en plein Paris !
Même sous la présidence de Chirac et de Sarkozy, de telles pratiques d'intimidation et de répression contre nos initiatives ne s'étaient jamais produites.
L'association « Sortir du colonialisme » et les organisations signataires appelant à la manifestation du 1er mars dénoncent cet abus d'autorité d'un pouvoir qui se prétend socialiste et bafoue l'exercice du droit constitutionnel de manifester.

Après la véritable provocation du week-end dernier à Nantes, transformée en citadelle assiégée par les forces de l'ordre, Manuel Valls entend intimider et museler tous ceux qui refusent de courber l'échine devant la politique du gouvernement.

C'est ce même ministre de l'intérieur qui, depuis des mois, fait preuve d'une grande complaisance envers les forces réactionnaires et fascistes
qui
occupent

la rue en toute impunité
et sécurité, et défilent le bras tendu.

Nous dénonçons avec fermeté la politique colonialiste de la France, fer de lance de la défense des intérêts de la Françafrique, son soutien aux régimes israélien, marocain, turc et autres qui maintiennent une domination coloniale sur les peuples palestinien, sahraoui, kurde.

Nous dénonçons le maintien du système colonial en Kanaky, aux Antilles et partout ailleurs.

Nous entendons poursuivre nos mobilisations malgré la répression et les intimidations, et appelons toutes les forces démocratiques à défendre notre droit inaliénable à la liberté d'expression.

Nous nous réservons le droit de porter plainte contre cet atteinte inqualifiable contre le droit non négociable de manifester. (

Notre combat continue.